

Impérialisme d'autrefois et impérialisme d'aujourd'hui

Autor(en): **Lurat, Lucien**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **32 (1940)**

Heft 2

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-384214>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Impérialisme d'autrefois et impérialisme d'aujourd'hui.

Par *Lucien Laurat.*

Rien n'est plus préjudiciable à une étude saine de la réalité que de se fier aux apparences. A force de ne considérer que les traits superficiels des choses observées, on risque de se faire une image absolument fautive de leur substance. C'est ainsi que le terme d'*impérialisme* peut s'appliquer à des phénomènes essentiellement différents et que l'analyse scientifique se doit de distinguer rigoureusement. L'observateur superficiel ne voit souvent que des analogies entre la poussée expansive de l'ancienne Rome, celle du XVI^e siècle (conquête de l'Amérique), celle du Premier Empire français, celle des puissances capitalistes aux XIX^e et XX^e siècles, celle du fascisme et du III^e Reich, celle du Japon contemporain et de la Russie stalinienne. Pourtant, en dépit de ces analogies superficielles, les forces motrices de toutes ces expansions sont on ne peut plus différentes, voire dissemblables.

Le socialisme scientifique a étudié avec un soin particulier le phénomène impérialiste de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e. Ce sont notamment les noms de Karl Kautsky, de Rosa Luxembourg et de Rodolphe Hilferding qui s'attachent à des analyses magistrales entre toutes. Contrairement à ce qu'affirment les communistes, Lénine n'a jamais fourni une théorie de l'impérialisme: il reconnaît lui-même, au début de son ouvrage *L'impérialisme, dernière étape du capitalisme*, qu'il se fonde essentiellement sur la théorie de Rodolphe Hilferding.

L'évolution historique des dernières années nous a mis en face d'une véritable collection d'impérialisme en action dont la plupart n'ont plus grand'chose de commun avec l'impérialisme capitaliste analysé par les classiques socialistes. Aussi n'est-il peut-être pas inutile, en vue de faciliter des études ultérieures, d'esquisser brièvement les principales formes que la poussée impérialiste a revêtues à travers l'histoire.

L'impérialisme capitaliste classique.

Faisant fi de l'ordre chronologique, nous commencerons par l'impérialisme capitaliste parce que celui-ci, amplement étudié par les grands classiques du socialisme, est le mieux connu. Certains vont même jusqu'à lui réserver exclusivement le qualificatif d'impérialisme et à repousser ce qualificatif pour toutes les autres formes de la poussée expansive.* Un tel ostracisme nous paraît déplacé, mais il est certain que l'impérialisme capitaliste se distingue de toutes les autres manifestations de ce phénomène par

* Cf. notamment M. Pavlovitch, *Impérialisme* (éditions Krasnaïa Nov, Moscou 1923), pages 26—52.

des traits si saillants qu'il est dans l'intérêt d'un exposé méthodique d'aborder le problème par lui.

Cet impérialisme est l'émanation directe des lois spécifiques régissant le fonctionnement du système capitaliste. A certains points de vue, et surtout à son origine, il ressemble encore aux formes impérialistes plus primitives: dans bien des cas, il s'empare des terres des indigènes des régions conquises, et il n'est pas rare qu'il astreigne les indigènes à une activité s'apparentant au travail forcé. Mais ce ne sont là que des traits secondaires et dont l'importance allait en diminuant au cours du XIX^e siècle. Le brigandage colonial pratiqué jusqu'au XVIII^e siècle avait procuré aux premiers grands pays industriels les richesses nécessaires au développement initial de l'industrialisme capitaliste, c'est ce que Karl Marx appelait « l'accumulation primitive ». Mais le développement du capitalisme industriel entraîna un tel épanouissement des forces productives que les richesses que pourrait procurer le brigandage colonial apparaissent assez infimes par rapport à celles que le capitalisme est capable de produire par ses propres moyens. Dans son opuscule *Le socialisme et la politique coloniale*, Karl Kautsky écrit très justement:

« Autrefois les colonies d'exploitation étaient destinées en premier lieu à fournir du capital, lequel leur était soustrait sous les formes les plus diverses. Dans les pays capitalistes d'aujourd'hui, au contraire, la force productive de la grande industrie et l'exploitation de la classe ouvrière sont développées dans des proportions si énormes qu'elles fournissent des plus-values immenses, dont une grande partie est réinvestie comme capital additionnel, « accumulé ».*

C'est cette accumulation rapide du capital qui est à la base des contradictions de l'économie capitaliste. Et ce n'est pas par hasard que le principal ouvrage de Rosa Luxemburg, où elle met à nu les racines de la politique impérialiste moderne, s'intitule *L'accumulation du capital*. L'explication de Hilferding part, elle aussi, de deux formes spéciales de l'accumulation capitaliste: les monopoles et le capital financier. Si différentes que soient par ailleurs les thèses de Kautsky, Luxemburg et Hilferding, elles ne s'opposent point les unes aux autres, mais se complètent. Un fait est aujourd'hui assez généralement reconnu: la nécessité pour le capitalisme de rechercher sans cesse des débouchés supplémentaires dans des « pays neufs », c'est-à-dire dans un milieu précapitaliste ou extracapitaliste. Si la théorie de Rosa Luxemburg est axée sur la nécessité d'exporter avant tout des marchandises dans ces régions neuves, celle formulée par Hilferding dans le *Capital financier* insiste en premier lieu sur la nécessité de l'exportation du capital.

En tout cas, c'est là que réside la différence fondamentale entre l'impérialisme capitaliste et toutes les autres formes de l'im-

* Karl Kautsky, *Sozialismus und Kolonialpolitik*, p. 34.

périalisme. L'impérialisme capitaliste tend avant tout à conquérir des débouchés, soit pour ses marchandises, soit pour ses capitaux, tandis que les autres formes impérialistes, qu'elles soient plus anciennes ou plus récentes, s'efforcent de conquérir des terres, des biens et des esclaves.

Cependant, le développement du capitalisme moderne eut encore une autre conséquence. Il créa une classe salariée de plus en plus nombreuse, de mieux en mieux organisée et disciplinée, toujours plus imprégnée d'esprit démocratique. L'ascension de cette classe se solde par la consolidation et par le perfectionnement des institutions démocratiques. L'accroissement de l'influence des masses populaires au sein de ces institutions finit par faire contrepoids aux appétits de conquête des classes dirigeantes et freine les tendances impérialistes du capitalisme. Ces tendances ne peuvent plus jouer librement que dans les pays sans démocratie et s'y convertir en agressions politiques. La démocratie limite l'impérialisme à ses manifestations purement économiques et l'oblige à renoncer à la guerre dans la poursuite de ses fins.

Les impérialismes du passé.

L'impérialisme de l'antiquité, dont celui de l'ancienne Rome est le spécimen le plus connu et le plus marquant, est l'émanation d'une société fondée sur l'esclavage. La force productive du travail humain était encore très peu développée. Avec les outils rudimentaires d'alors, il fallait un travail considérable pour produire les biens les plus indispensables à l'existence. La minorité privilégiée ne pouvait s'assurer son niveau d'existence supérieur que par l'exploitation sans merci des esclaves. Dans la société moderne, le progrès technique permet aux classes dominantes d'intensifier l'exploitation et d'accroître leur plus-value sans allonger la durée du travail et sans augmenter le nombre des travailleurs. Mais dans la société antique, les progrès techniques étaient si désespérément lents que le seul moyen, pour les privilégiés, d'accroître leur luxe consistait à multiplier le nombre des esclaves.

« Un peuple qui vit de son seul travail, écrit Karl Kautsky dans son lumineux ouvrage sur la conception matérialiste de l'histoire, n'a jamais besoin de posséder plus de terres qu'il n'est capable de labourer, ou plus de pâturages ou de terrains de chasse qu'il n'est capable d'utiliser... Mais l'exploiteur qui vit du travail d'autrui n'a jamais assez de terres, à la condition qu'il soit en mesure d'asservir les hommes nécessaires à la culture. »*

L'impérialisme antique visait donc essentiellement à la rapine et au brigandage par les méthodes les plus primitives. Ainsi que l'indique M. Gervais Courtellemont dans son *Histoire sociale de l'humanité*, la conquête, en droit romain, avait pour conséquence la dépossession pure et simple des vaincus de la totalité de leurs

* K. Kautsky, *Die materialistische Geschichtsauffassung*, t. II, p. 136.

biens, meubles et immeubles, qui devenaient la propriété intégrale de Rome. La défaite condamnait également les vaincus à l'esclavage. Pour se racheter de cette double condamnation, perte des biens et perte de la liberté individuelle, le double impôt, sur la terre et celui dit de capitation ou tribut personnel, était imposé par l'Etat romain aux peuples assujettis.

Ces caractéristiques de l'impérialisme de l'ancienne Rome se retrouvent, à quelques nuances près, dans tous les impérialismes de l'antiquité. Il en est de même en ce qui concerne l'organisation intérieure des nations de proie, organisation destinée avant tout à former des guerriers. Dans la République spartiate, dit M. Courtellement, on enseignait à l'enfant « l'adresse dans les exercices physiques, la tempérance, la résistance à la douleur; on ne demandait rien à son intelligence ». La façon inhumaine dont on traitait les esclaves n'aurait pas besoin d'être rappelée ici si certains rapprochements n'étaient pas trop suggestifs.

« Vis-à-vis des esclaves, écrit M. Courtellement dans son ouvrage déjà cité, jamais au monde coutumes aussi barbares ne furent en usage, réglementées même. C'est ainsi que pour enrayer l'accroissement du nombre des ilotes (les esclaves des Spartiates) qui auraient pu devenir dangereux, en même temps que pour aguerir les jeunes gens et les accoutumer au sang, on organisait périodiquement des « chasses à l'homme » d'une effroyable sauvagerie. La « cryptie » (embuscade) était une expédition nocturne à laquelle devaient se livrer chaque année les jeunes Spartiates. Embusqués dans la campagne, ils égorgaient tous les ilotes qu'ils pouvaient surprendre. »

Les choses se passent ainsi encore aujourd'hui, dans des pays se prétendant civilisés. Si nous avons rappelé ces faits, c'est parce que, ainsi que nous le verrons tout à l'heure, il y a une incontestable similitude d'essence sociale et de méthodes entre l'impérialisme antique et certains impérialismes de notre époque.

La conquête de l'Amérique au XVI^e siècle rappelle, par plusieurs traits importants, l'impérialisme de l'antiquité. L'on constate cependant entre les deux une différence assez sensible; l'impérialisme antique fut le fait de l'Etat, une entreprise réalisée par tous les moyens dont disposait la formidable puissance de l'Etat, tandis que la conquête de l'Amérique (comme celle de l'Inde d'ailleurs) débuta par des initiatives de quelques particuliers, lesquels n'obtinrent que postérieurement l'appui de la puissance de leurs Etats respectifs. C'est ainsi qu'après les premiers voyages de Christophe Colomb, les aventuriers désireux de s'approprier les richesses du continent qui venait d'être découvert, eurent toutes les peines du monde à convaincre la cour espagnole de l'utilité de leurs projets d'expédition. Plus d'une fois ils se heurtèrent à son scepticisme, voire à son refus. Ils furent finalement heureux de pouvoir s'embarquer à quelques centaines, à leurs propres risques et périls.

Les aventuriers partis à la conquête du Mexique et du Pérou

s'y conduisirent comme de véritables brigands. Ils firent main basse sur toutes les richesses des régions conquises, ils pillèrent les temples dont les immenses trésors d'or et d'argent excitaient leur convoitise. Leur vandalisme ne s'arrêta ni devant les objets d'art les plus raffinés, qu'ils firent fondre en lingots, ni devant la propriété privée des populations assujetties. Ayant raflé tout ce qui avait de la valeur, ils réduisirent les populations ainsi dépouillées en esclavage, les forçant à travailler sous le fouet et sous la menace perpétuelle de la torture dans les mines argentifères et aurifères. Des peuples entiers furent littéralement exterminés. L'histoire est aujourd'hui amplement fixée sur la question de savoir lesquels des deux, des conquérants ou des conquis, étaient les véritables sauvages.

Les impérialismes les plus récents.

Ce qui frappe, quand on examine de près les impérialismes postérieurs à l'impérialisme capitaliste classique, c'est la ressemblance que l'on découvre entre eux et l'impérialisme primitif, soit de l'antiquité, soit de la période de la découverte de l'Amérique. Qu'il s'agisse de la Russie, ou de l'Allemagne d'après 1933, ou de l'Italie, ou encore du Japon, on y découvre sans peine la prépondérance des éléments primitifs sur les éléments spécifiquement capitalistes.

Nous ne croyons pas qu'il faille s'en étonner outre mesure. La place limitée ne nous permettant pas de nous livrer à des développements plus amples, force nous est de nous borner à quelques indications sommaires.

Nous ne songeons évidemment pas à nier que le point de départ du nouvel impérialisme germanique est l'impérialisme capitaliste classique. Affligé d'une surproduction sans exemple, le capitalisme allemand chercha à élargir ses débouchés et à en conquérir de nouveaux. Mais la nouvelle politique impérialiste exigeait un effort si gigantesque que les méthodes du capitalisme traditionnel s'avérèrent bientôt insuffisantes. L'on ne rattrape pas en quelques années un retard de quinze ans, en ce qui concerne les armements, sans bousculer profondément toute la structure économique et sociale. Les nouveaux maîtres de l'Allemagne, concentrant tout l'effort de la nation sur le réarmement, finirent par remplacer le système capitaliste par une économie nouvelle, rigoureusement hiérarchisée et dirigée. Les patrons devinrent de simples agents d'exécution de la volonté des gouvernants. Ceux-ci — la bureaucratie nazie et les gros magnats du capital de monopole — exercent leur dictature sur toute la population, les petits et moyens capitalistes compris. Ceux-ci sont d'ailleurs de plus en plus éliminés et déclassés. Les salariés, ayant perdu toute liberté, sont traités comme des serfs.

C'est ainsi que le capitalisme allemand est disparu pour céder la place à un nouveau système, que l'on pourrait qualifier de ser-

vage d'Etat. Par là même, le système économique et social allemand se rapproche de plus en plus du système russe, qualifié par Karl Kautsky d'« esclavage d'Etat » déjà voici une quinzaine d'années. Entre les deux systèmes, il n'y a plus une différence de nature, mais seulement une différence de degré. Dans l'un et dans l'autre, les lois et tendances caractérisant le capitalisme ont cessé de jouer. Les caractéristiques essentielles de l'impérialisme capitaliste moderne s'y sont effacées. Il n'y a plus surproduction, mais au contraire sous-production. Cette sous-production est évidente en Russie depuis 1928. Elle est devenue flagrante dans les deux autres pays (Allemagne et Italie) au fur et à mesure que le surarmement y absorbait toutes les forces vives de la nation. La force motrice de l'impérialisme capitaliste indiquée par Rosa Luxembourg fait ainsi défaut. L'autre force motrice, mise en relief par Hilferding: l'exportation des capitaux, est également disparue. La Russie souffre d'une pénurie chronique de capitaux, et l'Allemagne et l'Italie ont besoin d'en importer plutôt que d'en exporter.

Ces formes les plus récentes de l'impérialisme rappellent incontestablement l'impérialisme de l'antiquité. Et nous ne croyons pas que cette ressemblance soit fortuite. La base sociale sur laquelle s'élèvent les systèmes envisagés, ceux d'autrefois et ceux d'aujourd'hui, est celle de l'esclavage. Il n'est donc pas étonnant que les méthodes soient également identiques. Les conquêtes ne visent pas à trouver des débouchés pour des marchandises ou des capitaux, mais à spolier directement les populations assujetties, à vider les pays occupés de leur or, de leurs stocks, de leurs moyens de production, à astreindre les peuples asservis au travail forcé au bénéfice de la caste dominante des *nations impérialistes*.

Ces intentions sont évidentes, parce que confirmées par des faits récents, pour deux au moins des impérialismes dont nous parlons en ce moment. En ce qui concerne l'impérialisme stalinien, l'on voit moins la nécessité qu'il y aurait pour lui de se procurer par la rapine les richesses naturelles, relativement peu importantes, des pays voisins visés. Certes, la base sociale, *esclavage ou servage d'Etat*, est la même que celle des deux impérialismes fascistes. Mais il y a en Russie assez de chair à exploitation taillable et corvéable à merci pour que Staline puisse se dispenser de jeter son dévolu sur un petit nombre de millions d'éventuels esclaves supplémentaires.

Les forces motrices de l'impérialisme stalinien sont à chercher en premier lieu dans la poussée expansive inhérente à tout Etat despotique.* Cette poussée expansive, destinée subjectivement à assouvir la soif de domination et de prestige de la clique dictatoriale, s'oriente objectivement selon les données de la géographie. L'immense colosse continental qu'est la Russie a besoin d'un accès

* Cf. Karl Kautsky, *Die materialistische Geschichtsauffassung*, t. II, 3^e partie, chap. VII.

à la mer libre, d'où sa poussée séculaire vers les pays baltes et la Finlande au nord et vers Constantinople, clé de la Méditerranée, au sud. Une Russie démocratique dans une Europe démocratique et relativement libre-échangiste aurait pu trouver cet accès par des accords pacifiques avec ses voisins. Une Russie dictatoriale, qu'elle soit d'obédience tsariste ou stalinienne, a donc son programme tout tracé. N'oublions pas non plus que Staline est loin d'avoir abandonné le vieux rêve léniniste (tel qu'il le conçoit) de la dictature du bolchévisme sur le monde, et que tous les moyens lui paraissent bons pour y arriver.

L'impérialisme japonais mériterait une étude à part. La place qui nous est impartie nous force à nous borner à quelques considérations sommaires. A première vue, cet impérialisme comprend les éléments essentiels qui étaient à la base de l'impérialisme tsariste: soit d'expansion d'un Etat despotique, volonté de domination de la classe féodale, poussée conquérante d'un capitalisme relativement jeune, encore ascendant. Mais le capitalisme nippon se trouve en plein dans une évolution vers un étatisme despotique, où le salariat masque mal des rapports tenant plutôt du servage. L'économie japonaise, dirigée par l'Etat, a bien des traits communs avec les économies allemande et italienne.*

Quant aux perspectives d'avenir, nous n'hésitons pas à faire nôtre la conclusion de l'article sur l'impérialisme paru ici même dans le numéro de décembre: « Ce monde impérialiste sera remplacé par une nouvelle organisation économique dont nous ne distinguons pas encore nettement les contours, mais qui ne laissera pas de comporter certains éléments socialistes. » A la condition, évidemment, que la démocratie triomphe du despotisme...

Economie politique.

La situation économique au cours du dernier trimestre 1939.

Au cours de ce trimestre, l'activité économique mondiale est caractérisée par l'adaptation aux conditions de l'économie de guerre. Cette constatation s'applique en premier lieu aux Etats belligérants, notamment aux puissances occidentales où l'industrie des armements n'atteint que progressivement son rendement maximum alors que l'Allemagne est déjà en mesure d'utiliser presque entièrement sa capacité de production. Jusqu'à présent, les commandes passées aux pays neutres n'ont pas atteint une ampleur considérable, les belligérants, bien plus qu'au cours de la Guerre mondiale de 1914/18, s'appliquant tout d'abord à mobiliser à l'extrême leurs propres possibilités. Dans son ensemble, le commerce mondial a reculé, bien que certains pays enregistrent un accroissement de leurs exportations. Dans la plupart des Etats, le chômage est inférieur aux chiffres de 1938.

* Cf. l'intéressante étude de notre camarade André Labrouquère, *Capitalisme japonais* (Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris 1939).